



Monsieur le Président, mesdames, messieurs,

Nous voici réunis pour le dernier CTM de l'année 2013, année difficile s'il en fût et ce dans une période de tensions extrêmes tant dans le pays que dans ce ministère.

Dorénavant il ne se passe pas une semaine sans qu'une manifestation soit organisée sous les fenêtres de Bercy, qui finira par ressembler de plus en plus à une forteresse assiégée.

Compte tenu du nombre de manifestations qui se tiennent à Bercy, il faudra bientôt inclure le ministère dans un circuit touristique non pas pour la qualité de son architecture mais pour la fréquence des animations qu'il génère.

Depuis 6 mois, tous les mécontentements se cristallisent sur notre ministère, coupable de tous les maux. Combien de temps pourrions-nous tenir à ce rythme?

A force d'être pointés du doigt, nous allons devenir les victimes expiatoires de tous les maux du pays.

Des bonnets rouges aux routiers, des éleveurs de chevaux en passant par les artisans, tous remettent en cause des mesures fiscales prises par le gouvernement.

Les autres fonctionnaires comme ceux de la Police ne voient dans notre ministère qu'un Père Fouettard coupable de sabrer dans leur budget et leurs rémunérations.

Et tous ces mécontentements convergent vers Bercy. Resterons-nous longtemps le bouc émissaire de l'exaspération fiscale de nos concitoyens? A Quand une image positive de notre ministère ?

Nos collègues des administrations fiscales et financières se retrouvent de facto dans l'œil d'un cyclone social qui ne cesse de grandir, alors qu'ils ne sont pour rien dans le malaise fiscal grandissant. Mais ils en subissent le contrecoup puisqu'en première ligne!

Que ce soient les collègues de la DGFIP face aux contribuables en colère ou les douaniers affectés à l'écotaxe qui se demandent ce qui adviendra de leur emploi. Les sujets de mécontentement ne manquent pas en interne.

Notre ministère multiplie les faux pas. Les couacs se succèdent. On ne peut continuer ainsi éternellement.

Sur l'Ecotaxe par exemple : après la chute de quelques portiques, tout le monde à découvert, avec effarement, le contrat Ecomouv dont nos organisations n'ont eu de cesse, au moment de la mise en place, de dénoncer les conditions de ce partenariat public / privé ainsi que la volonté de confier au privé le recouvrement d'une taxe.

Personne n'avait bronché alors et nous étions biens seuls à dénoncer l'abandon d'une mission régaliennne.

Cela donne à nos compatriotes une image d'amateurisme détestable de la part de nos gouvernements successifs ayant eu la charge de ce dossier.

Vous le savez bien Monsieur le Président, et sur tous ces sujets, nos ministres sont d'une pudeur de violette.

Les personnels se sentent bien seuls, sans le soutien de nos ministres qui semblent détachés des préoccupations des services et des lourdes difficultés que rencontrent les agents dans l'exercice de leurs missions.

Quand à la remise à plat de la fiscalité annoncée par le Premier Ministre, comme tout un chacun dans notre ministère, nous avons découvert l'annonce dans les médias d'une volonté de reprise en main de Bercy par le Premier Ministre et la présentation d'une remise à plat de la fiscalité.

Sans rentrer sur des considérations sur l'opportunité ou non de revoir notre fiscalité, encore une fois Bercy a donné l'impression d'être hors-jeu sur un sujet pourtant au cœur de notre activité et de nos missions.

Vous le savez Monsieur le Président, le dialogue social n'est pas à la hauteur des enjeux et des attentes du personnel. Il suffit de lire l'ordre du jour de ce comité technique ou les points d'information succèdent aux points d'information. Est ce ainsi que vous concevez dorénavant le dialogue social au sein de ce ministère?

A savoir des décisions prises d'en haut sans aucune concertation préalable, des dossiers bouclés où il n'y a plus de marge d'évolution ou de négociation. Le projet de mutualisation des fonctions support en est l'illustration. Nous le découvrons quasiment aujourd'hui alors qu'à aucun moment nous n'avons pu en débattre.

Nos fédérations UNSA Finances et CFTC Finances ne peuvent se satisfaire d'un dialogue social tronqué ou l'on évacuerait d'un revers de la main les véritables préoccupations du personnel pour ne porter que la parole gouvernementale ou ministérielle.

A ce titre, nous dénonçons la tenue de réunions ministérielles affichées à l'agenda social dont nous sommes exclus, je pense en disant cela aux réunions Mission CCRF qui sont affichées à l'agenda social comme étant des réunions ministérielles donc censées associer l'ensemble des fédérations représentatives.

Nous considérons que nous écarter de réunions ministérielles alors que nous sommes représentatifs est un dévoiement de la loi.

Si vous ne désirez pas notre présence à ce type de réunions, vous pouvez la tenir alors au niveau de la DGCCRF et non pas l'afficher comme ministérielle .

Concevoir les réunions ministérielles comme des lieux d'information et non plus d'échanges constructifs et de concertation est, à nos yeux, intolérable. Et pourtant il fût un temps, où à Bercy, des réponses étaient apportées aux demandes du personnel.

Ce temps est-il révolu à jamais ? Notre ministère est il dans un si grand état de faiblesse qu'il ne puisse plus être en capacité de se pencher sur les problèmes de son personnel?

Dans nos administrations, le dialogue et la concertation ne sont pas non plus au mieux.

Prenons deux exemples :

**A la Douane**, il est devenu inexistant contrairement aux affirmations de sa directrice générale qui d'ailleurs ne semble pas encore avoir pris la mesure de cette vénérable administration.

A moins que l'histoire et les us et coutumes de cette administration l'indiffère et qu'elle préfère endosser l'habit de cost killer plutôt que celui de DG des Douanes.

Tout à sa volonté de restructurer en force, elle en oublie l'histoire et les usages de "son" administration mettant dernièrement 1600 Douaniers dans la rue, à l'appel de l'intersyndicale, avec un taux de grévistes le 21 novembre que la Douane n'avait pas connu depuis plus de cinq ans!

**A la DGFIP**, les agents s'inquiètent des annonces concernant l'extension de l'acquisition des données des déclarations IR par lecture optique.

Le peu de recul que donne l'expérimentation de ces techniques engage à la prudence dans un domaine où les erreurs ont déjà amené à des situations catastrophiques.

Cette annonce sans concertation ni explication avec les syndicats de la DGFIP, semble mal préjuger des orientations de la nouvelle démarche stratégique.

Nous espérons qu'elle ne sera pas le prélude à un dégraissage drastique des emplois dans cette administration qui reçoit actuellement, dans des difficultés importantes, des dizaines de milliers de contribuables.

Vous ne pourrez continuer ainsi à vouloir restructurer nos administrations sans écouter le personnel et leurs représentants. Le dialogue social, c'est aussi de l'écoute et du respect. C'est la volonté d'aboutir à des solutions respectueuses de tous !